

## Faut-il oublier la 'Comédie nationale'? Non, mais...

Gilbert David

Numéro 26 (1), 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/28302ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

### ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

David, G. (1983). Faut-il oublier la 'Comédie nationale'? Non, mais.... *Jeu*, (26), 85-88.

## faut-il oublier la 'comédie nationale'? non, mais...

Inaugurée en 1980, la Comédie Nationale aura duré ce que durent les entreprises mal planifiées et mal administrées; en dépit des réticences — un peu larvées, il est vrai — d'une trentaine de jeunes compagnies qui avaient été « consultées » pour la forme au moment de mettre en branle le projet de transformation de l'ancien bureau des postes de la rue Sainte-Catherine est, cette trop bien nommée Comédie Nationale a vu le jour, a fonctionné vaillamment que vaillamment durant presque deux saisons, avant d'étouffer sous le poids des dettes en avril 1982... Devant un tel gâchis, on ne peut que critiquer les gouvernements d'Ottawa et de Québec pour leur incurie dans l'administration des fonds publics. Des aventuriers qui avaient leurs entrées dans les officines étatiques se sont vu offrir des sauf-conduits pour la poursuite de leur rêve mégalomane, sans assises artistiques sérieuses, avec la bénédiction des fonctionnaires qui, comme d'habitude, n'ont reçu aucun blâme pour leur manque de prudence et de clairvoyance dans cette affaire. Mais Québec et Ottawa sont à égale distance de Montréal...

La question se pose maintenant sur l'avenir de ce lieu déserté, abandonné depuis un an au pire vandalisme, sans que l'actuel propriétaire et créancier principal, la Caisse populaire Place Desjardins, n'en ait cure. Mais, avant de songer à lui trouver un locataire, il n'est pas inutile de rappeler que ce lieu a été très mal conçu pour les représentations théâtrales et qu'il faudra un jour lui apporter des modifications substantielles: par exemple, la scène manque de dégagements et la profondeur du plateau est ridicule, comparée à l'ampleur de la salle; l'ensemble se présente en fait comme un auditorium de luxe — on y trouve, entre autres, une espèce de rideau de scène métallique aussi inutile que coûteux; destinée d'abord à servir la chanson, ce qui n'a rien d'étonnant quand on se rappelle le passé des premiers promoteurs, MM. Yves Blais (aujourd'hui député péquiste) et Percival Broomfield, anciens animateurs du Patriote, cette salle, avec ses 560 fauteuils actuels, ne permet pas aux spectateurs les plus éloignés d'avoir un contact adéquat avec la scène: on pourrait sacrifier une bonne centaine de places, sans trop affaiblir la rentabilité commerciale, pour recréer là un espace intelligent, efficace et plus chaleureux.<sup>1</sup>

1. À Toronto, on vient de corriger les défauts du St. Lawrence Center... Pourquoi, au Québec, nos théâtres sont-ils toujours aussi mal conçus? Un dossier est en préparation à *Jeu* sur l'incompétence avérée des architectes en ce domaine.

### les visées du m.a.c.

Le déblocage de ce dossier appartiendrait maintenant, semble-t-il, au ministère des Affaires culturelles du Québec; le M.A.C. cherchait aux dernières nouvelles à intéresser plusieurs partenaires à signer une occupation conjointe des lieux. Mais il y a des conditions, parmi lesquelles l'imposition d'une double vocation — théâtre et variétés —, ce qui ressemble fort à une toquade de gratte-papier... En effet, quels gens de théâtre le moins avertis accepteraient de s'engager dans une telle galère? Pourquoi trafiquerait-on dans la vocation originelle de la Comédie Nationale, pour laquelle les gouvernements ont déjà investi des sommes considérables, soit près d'un million? Comment ne pas dénaturer ce lieu s'il devient, par le décret d'un ministère, un *condominium* des arts du spectacle? On n'a donc pas à hésiter: il faut préserver le statut théâtral de la Comédie Nationale, s'assurer qu'elle ait une direction unique, responsable d'une programmation homogène. Là-dessus, je suis absolument d'accord avec l'Association des directeurs de théâtre — une fois n'est pas coutume! La pratique théâtrale montréalaise a besoin de cette salle intermédiaire, située entre les grandes salles du Théâtre du Nouveau Monde, de la Nouvelle Compagnie Théâtrale ou du Théâtre Port-Royal et les salles plus modestes que sont Espace Libre, l'Atelier Continu, le Conventum, le Théâtre d'Aujourd'hui, la Spec, la salle Fred-Barry, le Théâtre de la Grande Réplique, le Théâtre Expérimental des Femmes, la Polonaise...

### une direction artistique à pourvoir

Une fois acquise l'identité théâtrale sans partage de la Comédie Nationale, il resterait à décider de la composition de son conseil d'administration, lequel aurait à son tour à ouvrir un concours pour la direction artistique. C'est une hypothèse, plutôt bureaucratique, et qui demanderait au ministère plus d'imagination et de transparence que d'habitude... En revanche, une autre solution se présente et elle offre tout le sérieux nécessaire: je veux parler de la candidature officielle du Théâtre d'Aujourd'hui — devrions-nous comprendre Jean-Claude Germain<sup>2</sup> — qui a fait une proposition concrète<sup>3</sup> pour combler la vacance artistique de la Comédie Nationale. Comme le rappelait récemment M. Robert Spickler, dans un article qui aura été son testament comme président du Conseil d'administration du Théâtre d'Aujourd'hui<sup>4</sup>, cette compagnie « a contribué, depuis près de 15 ans, au développement et à la consolidation de la dramaturgie québécoise »<sup>5</sup>. On ne trouve guère, en effet, de compagnie théâtrale mieux préparée et aussi expérimentée que le Théâtre d'Aujourd'hui, capable de prendre en charge un lieu aussi important de diffusion. Il ne serait pas trop tôt pour consacrer « dans le béton » notre dynamisme dramaturgique<sup>6</sup>. L'expansion bien méritée du Théâtre d'Aujourd'hui ne devrait pourtant pas se faire au détriment des jeunes compagnies au plan des subsides de fonctionnement. Le Théâtre d'Aujourd'hui reçoit déjà chaque année autour de

2. Le fait que Jean-Claude Germain ait démissionné du poste de directeur artistique ne l'a pas exclu, bien évidemment, du conseil d'administration du Théâtre d'Aujourd'hui. Qui donc assurerait la direction artistique de la Comédie Nationale si le Théâtre d'Aujourd'hui en recevait la charge? On s'en doute et on aurait apprécié que le Conseil d'administration du Théâtre d'Aujourd'hui le dise franchement.

3. Voir l'article de Robert Spickler, « Déménagera? Déménagera pas? » dans *le Pays théâtral*, vol. 6, n° 2, Montréal, Théâtre d'Aujourd'hui, 1983, p. 1.

4. M. Robert Spickler vient d'être nommé chef du Service du théâtre du Conseil des arts du Canada.

5. R. Spickler, *loc. cit.*, *id.*

6. Voir, à ce sujet, les propos que tenait Jean-Claude Germain en 1979, dans *Jeu* 13, Montréal, automne 1979, p. 79: l'idée d'associer création et répertoire québécois y est explicite; je la reprends à mon compte plus loin dans ce texte.

250 000 \$ des gouvernements pour fonctionner et produire cinq spectacles dans une salle de 114 places; il ne faudrait pas que son déménagement, souhaité et souhaitable, soit le signal d'une escalade de ses coûts de production: les rentrées de guichet, en quadruplant, devraient compenser pour les hausses d'opération. Car, si j'ai bien compris le projet du Théâtre d'Aujourd'hui, il ne s'agirait pas tant alors de créer un autre T.N.M., que d'être en mesure de mieux diffuser ce que cette compagnie produit déjà.

Par ailleurs, et pendant qu'on y est, le Théâtre d'Aujourd'hui, en prenant possession d'un lieu où de trop grands risques peuvent avoir des conséquences désastreuses, devrait sans doute en profiter pour réviser ses objectifs artistiques. Sans renoncer le moins du monde aux créations, la Comédie Nationale nouvelle manière pourrait très bien intégrer le *répertoire* québécois à sa programmation. La direction serait alors à même de solliciter des abonnements — donc de stabiliser ses revenus —, ce qui n'est guère possible avec la seule programmation d'oeuvres inédites. Un Théâtre d'Aujourd'hui mieux logé ne remplirait plus tout à fait la même fonction dans l'ensemble des théâtres montréalais: dès lors, il prolongerait l'existence de certaines oeuvres en les rappelant au présent, en les mêlant et en les confrontant aux oeuvres immédiates. Ce serait là un pas en avant dans la pleine reconnaissance d'une dramaturgie nationale qu'on explorerait, en synchronie, au coeur de l'actualité, dans son passé et dans son avenir. De cette manière, la dramaturgie québécoise ne serait plus une essoufflante fuite en avant qui voit s'effondrer son chemin, au fur et à mesure, sous ses pas. Nos auteurs dramatiques sauraient qu'une Maison s'intéresse à notre tradition dramaturgique et reste ouverte aux nouveaux courants qui l'enrichissent.

#### **pour une politique de concertation dans le développement des lieux théâtraux**

Au-delà du problème de direction artistique à la Comédie Nationale, la question du développement des lieux théâtraux reste entière. Aucune planification n'est faite en ce domaine où les besoins sont criants. Par exemple, pendant que la Ville de Montréal se lançait dans la coûteuse implantation de soi-disant Maisons de la Culture — à ne pas confondre, surtout, avec leurs homonymes français —, elle ignorait les carences du parc immobilier théâtral: aucun programme municipal ne s'est intéressé à la revitalisation des salles de spectacle, souvent mal équipées, notamment sur le plan de l'éclairage.

Néanmoins, depuis cinq ans, plusieurs salles sont apparues (ou réapparues) et ont permis de servir, tant bien que mal, la diffusion de nombreuses jeunes compagnies, sans lieu fixe. Actuellement, quand ces salles ne sont pas occupées en permanence par une ou des compagnies résidentes, elles fonctionnent comme structure d'accueil, mais sans vraiment être considérées comme telle par les subventionneurs; il existe parfois des programmes d'immobilisation qui assurent la fondation de lieux (comme la récente initiative du ministère des Communications d'Ottawa), mais les services du théâtre concernés par leur fonctionnement n'arrivent pas à les soutenir convenablement. Ainsi, la salle Fred-Barry s'est vu refuser cette année une subvention par le Conseil des arts du Canada; l'Atelier Continu qui a dû attendre deux longues années avant de rouvrir en janvier dernier, n'est pas encore assuré d'une

aide appropriée pour sa prochaine saison; le Conventum se débat périodiquement avec ses créanciers; le Théâtre Expérimental des Femmes aurait grandement besoin d'un espace mieux situé, le rendant capable de rencontrer ses objectifs spécifiques avec des moyens décents; la Spec (Salle du pavillon d'éducation communautaire) s'est ouverte en début de saison avec les moyens du bord et constitue déjà par sa programmation originale un maillon essentiel d'un circuit parallèle; le Théâtre de la Grande Réplique n'est qu'à moitié occupé, faute de moyens; Espace Libre attend toujours les subventions qui effaceront ses coûts d'installation et qui lui donneront un équipement scénique efficace (et de meilleurs sièges!). Ces différents lieux ont chacun leur pertinence et on gagnerait à les mieux soutenir, *indépendamment* des compagnies qu'ils accueillent.

Il y a donc tous ces lieux dont l'existence reste fragile et il y a, en outre, ceux dont on ne peut plus se passer: une salle adaptée aux publics des compagnies pour l'enfance et la jeunesse et une autre qui recevrait des productions étrangères.

Cette rapide esquisse d'une situation complexe montre à l'envisager qu'il y a de la place pour une action concertée des gouvernements dans ce domaine. On se prend à rêver d'un programme à long terme qui viserait à doter Montréal des équipements théâtraux pouvant épauler le professionnalisme des praticiens et créer les conditions matérielles propices à l'exploration de tous les langages scéniques. Pour y arriver, il faudrait, comme on dit, une volonté politique: en cette Année mondiale des communications, à Montréal, à Québec et à Ottawa, on se souviendra peut-être que le théâtre participe à sa façon aux réseaux d'échanges que s'est inventés notre société.

**gilbert david**

7. Une rumeur persistante veut que trois jeunes compagnies — la Rallonge, le Théâtre Petit à Petit et les Productions Germaine Larose — soient sur le point de conclure une entente avec la direction du Conventum de façon à y présenter du théâtre d'une manière continue dès l'automne prochain...

8. La Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, une compagnie sans but lucratif, a obtenu ses lettres patentes en décembre 1982 et elle est toute fin prête pour administrer un lieu théâtral particulier. Des démarches concrètes sont en cours pour la réalisation prochaine de cet objectif, nourri par les consensus des praticiens en ce domaine.

9. Si Montréal ambitionne toujours le titre de centre international, le Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal pourrait s'interroger sur les actuelles possibilités d'accueil de théâtres étrangers... Certains penseront peut-être que ce serait là engager des dépenses superflues — dans la conjoncture difficile que subissent les compagnies théâtrales autochtones —, mais ce serait, à mon avis, porter un jugement de courte vue: nos propres compagnies théâtrales effectuent des tournées à l'étranger sans pouvoir offrir aux pays hôtes une invitation en retour; à la longue, ces visites à sens unique pourraient nuire aux projets de tournée des Québécois, car la diffusion hors de nos frontières ne se situe pas souvent dans un contexte de réciprocité... Il faudra y revenir.